

**Nations unies - Initiative "Faire
taire les armes en Afrique d'ici
2020" de l'Union africaine -
Intervention du coordinateur
politique à la représentation
permanente de la France auprès des
Nations unies - Réunion du Conseil
de sécurité en format Arria
(New York, 19 octobre 2018)**

Madame la Présidente,

Je souhaiterais d'abord vous remercier pour l'organisation de cette réunion que nous avons le plaisir de co-parrainer et qui s'inscrit parfaitement dans cette semaine de l'Afrique 2018 aux Nations unies. Je souhaiterais également remercier nos deux intervenantes pour leurs remarques très éclairantes.

Je voudrais d'abord évoquer le rôle majeur de l'Union africaine dans la prévention des crises sur le continent (i), avant de revenir sur la question plus spécifique du trafic des armes en Afrique (ii).

Madame la Présidente,

1. L'Union africaine, ses Etats membres, mais aussi les organisations sous-régionales africaines, jouent aujourd'hui un rôle crucial dans la prévention et la réponse aux crises qui frappent le continent.

C'est pour cette raison que la France soutient pleinement le développement du partenariat entre l'ONU et l'UA. C'est également pour cette raison que nous sommes engagés pour la montée en puissance des opérations africaines de paix. Le président Emmanuel Macron l'a rappelé lors de son discours devant l'Assemblée générale des Nations unies le mois dernier.

Nous considérons en effet que ces opérations africaines de paix sont complémentaires des opérations de maintien de la paix des Nations unies et que leur montée en puissance doit permettre d'assurer une meilleure répartition des tâches dans l'imposition et le maintien de la paix sur le continent africain. Nous soutenons donc pleinement l'ambition de l'Union africaine et des membres africains du Conseil de doter ces opérations africaines de paix au cas par cas d'un financement durable et prévisible, y compris via des contributions obligatoires des Nations unies.

Madame la Présidente,

Il est évident que ces opérations africaines de paix ne sont qu'une partie de la solution aux crises qui frappent le continent africain et que nous avons besoin d'une approche plus large, en amont et en aval, et c'est bien l'objectif, que nous soutenons pleinement, de l'Initiative "faire taire les armes en Afrique d'ici 2020" et des six grandes priorités qu'elle fixe dans sa feuille de route.

Sur le plan de la prévention, beaucoup a été fait et des résultats concrets sont enregistrés. Je pense notamment au succès de l'action de l'Union africaine pour prévenir la crise politique à Madagascar. Je pense également à la dynamique de rapprochements historiques en cours dans la Corne de l'Afrique, sous l'impulsion de l'Ethiopie, et qui offre de vraies perspectives pour la stabilisation de la région.

Plus largement encore, l'ensemble des actions prises par l'Union africaine et ses Etats membres pour mettre en oeuvre l'agenda 2030 et l'agenda 2063 de l'Union africaine, je pense en particulier au développement de son architecture de gouvernance, l'investissement dans l'éducation des jeunes générations, la lutte contre le changement climatique, qui est une menace extrêmement grave pour le continent, ou encore le développement de la zone de libre-échange continentale, contribuent à la prévention des crises sur le long terme.

Madame la Présidente,

2. Permettez-moi maintenant de revenir sur l'un des objectifs de l'Initiative "faire taire les armes en Afrique d'ici 2020", celui de la lutte contre la prolifération et le commerce illicite des armes légères et de petit calibre. Ces armes sont, de loin, responsables du plus grand nombre de victimes dans le monde, et hélas en particulier sur le continent africain. Le trafic de ces armes continue d'alimenter les conflits et d'exacerber la violence, tout en nourrissant la criminalité organisée et le terrorisme. Elles sont malheureusement aisément accessibles, dissimulables et transportables au gré des trafics transfrontaliers, et à l'intérieur de territoires où la situation politique est parfois fragilisée. Je pense ici notamment à la région du Sahel qui est aujourd'hui particulièrement affectée.

Face à cette situation, trois axes d'action selon nous doivent être privilégiés :

- D'abord, il nous paraît essentiel d'adapter les efforts au plus près de la réalité du terrain, et en fonction des situations et des besoins spécifiques ; et c'est pour cela que l'initiative africaine nous paraît adaptée à la région.

- Ensuite, l'action opérationnelle doit reposer à la fois sur la prévention et sur la répression des trafics.

S'agissant du volet prévention, la France mène de nombreuses actions de formation au profit d'Etats parmi lesquels le Bénin, le Mali et le Niger. Mon pays contribue aussi à la lutte contre

l'approvisionnement en armes des groupes armés terroristes dans la bande sahélo-saharienne, en partenariat avec le Tchad, le Niger, le Burkina Faso, le Mali et la Mauritanie.

- Enfin, il est essentiel d'assurer l'universalisation et la pleine application des instruments internationaux. Je pense notamment au Traité sur le Commerce des Armes pour lequel la France est engagée dans de nombreux projets pour sa mise en oeuvre efficace, notamment au profit des Etats d'Afrique francophone.

Madame la Présidente,

La France a eu l'honneur de présider en juin dernier la troisième conférence d'examen du Programme d'action des Nations unies sur les armes légères et de petit calibre. En adoptant un document final ambitieux, cette conférence a permis de tracer résolument la voie vers l'amélioration de nos efforts communs, notamment en Afrique. Ce succès doit nous encourager à redoubler d'efforts pour éradiquer la menace posée par les trafics illicites en Afrique, et contribuer ainsi à y prévenir le déclenchement de crises sur le long terme. La France est pleinement engagée en ce sens et j'appelle à cet égard chacun d'entre nous au sein de ce Conseil à rester pleinement mobilisés.

Je vous remercie./.